

MAIRIE
De
CHARTRETTES

ARRETE DU MAIRE N°2024.122



Portant autorisation d'occupation du domaine public et réglementation de la circulation routière

A CHARTRETTES

Le Maire de la Commune de Chartrettes,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1 à L 2213-6 L et 3221-4 ;
Vu le code Pénal R 610-5 ;
Vu le code de la Voirie Routière et notamment les article L133-1 et R116-2 ;
Vu le code de la route et notamment les articles L.325-1 et suivants, R. 411-8, R. 411-25, R. 412-28, R. 413-1, R. 417-9 et R. 417-10 ;
Vu l'instruction interministérielle et notamment les articles livre 1, 2ème partie, signalisation de danger, livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription et livre 1, 8ème partie, signalisation temporaire ;
Vu l'arrêté municipal 2023.147 du 28/07/2023 portant délégation de signature à M. MESSMER Frédéric, Responsable du service de Police Municipale ;
Vu la demande d'arrêté présentée par l'entreprise « TPSM » siégeant 70 Avenue BLAISE PASCAL à MOISSY-CRAMAYEL CEDEX - 77554 nécessaire à la réalisation de travaux d'extension du réseau électrique rue de la JUSTICE à CHARTRETTES, entre le 27/05/2024 et le 27/07/2024 ;

Considérant qu'en raison des travaux à réaliser et qu'il incombe au maire, dans le cadre de ses pouvoirs de police de la circulation, de veiller à la sécurité sur la voie publique, il est nécessaire d'appliquer les mesures citées dans le présent arrêté,

ARRETE

Article 1 : La société TPSM est autorisée à effectuer les travaux nécessaires à la réalisation des travaux énoncés dans sa demande sur le domaine public **entre le 27/05/2024 et le 27/07/2024 de 09h00 à 16h30.**

Elle est autorisée à cette fin, à restreindre la circulation rue de la JUSTICE et rue des JAMETTES à CHARTRETTES sur une seule voie de circulation. La circulation devra être rétablie chaque soir en dehors des horaires mentionnés supra.

La circulation au droit du chantier devra rester libre.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La circulation des piétons et des véhicules doit être sécurisée et indiquée.

Le demandeur devra laisser l'emplacement dans son état originel et procéder au nettoyage des éventuelles salissures. Il demeurera responsable des accidents corporels ou matériels provoqués par la dépose du matériel.

Le nettoyage de l'espace public concerné par le chantier sera de la responsabilité de l'entreprise.

Article 2 : Le bénéficiaire est autorisé à régler temporairement le stationnement par interdiction au droit du chantier sur une distance de 30 m linéaire de part et d'autre du chantier rue de la JUSTICE et rue des JAMETTES à CHARTRETTES, **sur la période mentionnée à l'article 1 du présent arrêté.**

Article 3 : La signalisation nécessaire au chantier sera mise en place 48 heures en amont de l'autorisation par le pétitionnaire et maintenue en bon état pendant la durée des travaux.

- Stationnement interdit.

- Circulation alternée (CF22, CF23 ou CF24) + panneau AK5.

Article 4 : Les infractions au présent arrêté seront constatées et poursuivies conformément à la loi, par toute personne habilitée à les relever.

Les véhicules laissés en stationnement en infraction aux dispositions du présent arrêté seront considérés comme gênant et mis en fourrière, conformément aux lois et règlements.

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication d'un recours gracieux auprès de la commune de CHARTRETTES ou d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Melun, qui peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible sur le site internet « www.telerecours.fr ».

Article 6 : Ampliation du présent arrêté sera transmise à :

- TPSM
 - SMICTOM
 - Le Centre de Secours de Bois-le-Roi,
 - Le Commissariat de Police Nationale de Melun,
 - La Police Municipale de CHARTRETTES,
 - Le Responsable des Services Techniques Municipaux,
- Chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à CHARTRETTES, le 23 mai 2024

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 modifiée par la loi 96-142 du 21/02/1996 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la mairie ci-dessus désignée.

Le Maire,
Pascal GROS

Pour le Maire et par délégation,
Le Responsable de Service de Police Municipale,
Frédéric MESSMER

